

VISA 34

Chroniques de Béziers – Mairie Brune

1er août 2020

Le journal municipal de Robert Ménard est un véritable outil de propagande et d'illusion. On croit rêver lorsqu'on lit « Béziers est étonnante...

Béziers nous ébahit et nous rend fiers, en sortant chaque mois ou presque des champions dans toutes les catégories... Béziers est, osons le dire, un autre monde, voire le « monde d'après » que les habitants des grandes villes ont besoin de redécouvrir. ».

Dans cette même veine, après le label « ville d'art et d'histoire », Béziers a obtenu le Label "Ville active et sportive" qui récompense les villes pour leur politique sportive ! (sic !) Même chose pour la mini Féria du 14 au 16 août où malgré la pandémie « sera quand même une belle fête populaire autour de notre Sud. » (sans Bodéga (Bar à vins))... « avec ses valeurs de convivialité, avec du rugby, des toros, des chevaux et de la musique ».

Elle ne sera pas si populaire que ça car les spectacles équestres d'Alexis Grüss s'ils sont gratuits (pour une fois) ne commenceront qu'à 22h, et que le prix des places pour une corrida se situe entre 25 euros (les moins chères) et 109 euros (les mieux placées). Mais le journal municipal annonce fièrement qu'il y aura quand même « une messe sublime avec des chanteurs à la cathédrale de St Nazaire ».

A noter encore dans ses pages le photomontage d'un dessin de la vierge Marie au dos de l'habit d'un toréador. En revanche, un seul quart de page dévolu à l'opposition municipale. Et dire que le maire défendait la liberté de la presse...

5 août

L'Agglo, qui depuis quelques jours maintenant est dirigé par Robert Ménard, a un nouveau logo. Nicolas Cossange (élu PCF) dénonce cette décision prise « sans aucun débat et sans procédure de marché public ». Pourtant, dans le journal municipal de Béziers, le rédacteur en chef du journal (Robert Ménard) interviewe sur 5 pages le nouveau président de l'Agglo (Robert Ménard lui-même). Et explique que l'Agglo doit être « au service des communes et à l'écoute des citoyens »....Il ose dire qu'« il fallait en finir avec les disputes entre notre Ville et l'Agglo » (alors que c'est lui qui a toujours attaqué l'ancien président Frédéric Lacas) et lance avec cynisme « Je ferai en sorte d'oublier le passé et ses querelles »..

En revanche, il affirme « il va falloir qu'on se serre la ceinture, qu'on diminue notre train de vie » et qu'il ne veut pas devenir « un super-maire mais un fédérateur, un facilitateur et un porte-parole. ». Une question reste posée : est-ce que les vice-présidents de l'Agglo (les 8 maires soutenant Robert Ménard) ont été informés de ce nouveau logo discuté très, très démocratiquement ?

6 août

Interview dans le journal Regards (et dans l'anti K) d'une membre du comité « Justice pour Mohamed » qui explique qu'au « début de la soirée du 8 avril Mohamed Gabsi, sa femme et leurs trois enfants avaient eu un problème de dégâts des eaux à leur domicile. Ils étaient allés chez la mère de sa compagne, mais l'appartement était trop petit pour que tous y dorment, donc Mohamed partait dormir chez un copain. Il avait donc son attestation lorsqu'il est sorti vers 22h, mais nous avions en plus un couvre-feu.

L'arrestation a été très musclée. Beaucoup de témoignages concordent en ce sens. Il hurlait parce qu'il avait déjà eu des problèmes avec la police – un arrêt cardiaque lors d'une arrestation – et avait peur. Ils s'y sont mis à trois pour le menotter et le mettre dans la voiture à platventre. Ils s'y sont repris à trois fois pour fermer la porte, alors que sa tête dépassait. Un policier est monté derrière pour le maintenir. Mohamed avait la trace de deux genoux sur son cou. Il est mort d'une rupture de la corne thyroïdienne. Deux autopsies confirment cela..

Quand Mohamed est arrivé au commissariat, il était bleu, il bavait. ». Après la plainte déposée par la famille, elle précise « Tout de suite après la mort de Mohamed, il y a eu des articles de presse le diffamant, notamment en le faisant passer pour un SDF, comme si c'était une raison pour le tuer... Depuis que Robert Ménard est maire, c'est très tendu entre la police et la population. Et Mohamed n'est pas le premier... ».

Aujourd'hui, en effet, le comité recense plusieurs autres histoires impliquant les « cow-boys » de la police municipale de Béziers.

8 août

Après la marche blanche du 20 juin, puis un rassemblement le 8 juillet dernier, le comité "Justice pour Mohamed" a de nouveau appelé à un rassemblement pour honorer la mémoire de Mohamed Gabsi. 70 à 80 personnes ont défilé en ce début d'août, depuis la place Garibaldi jusqu'à l'avenue du 22 Août, là où il a été interpellé par la police municipale de Béziers avant de décéder, le 8 avril,

L'objectif de la famille, des amis et des soutiens de Mohamed Gabsi est de défilé ainsi tous les 8 du mois en attendant les compléments de l'autopsie, la mise en examen et la suspension des policiers municipaux liés à la mort de Mohamed.

Comme c'est souvent le cas, le lendemain, les propos haineux et indignes de certains lecteurs du Midi Libre ont été publiés sur internet. Extraits :

- Il avait enfreint la loi. Où est le problème ? Un couvre-feu ça se respecte, sauf à avoir quelques affaires louches à traiter.
- Ça suffit toutes ces histoires. Nous sommes en France, et dans ce pays il y a des lois à respecter; si on ne le respecte pas, on sait à quoi on s'attend.
- Quand une communauté est solidaire de ses membres qui ont un comportement déviant par réflexe ethnique, elle ne doit pas s'étonner de rencontrer des réactions de rejet !

- Moi je demande justice pour toutes les victimes des Mohamed !
- - Manif pour après demander des tunes au tribunal. Il savent y faire, t'inquiète...
- Qu'ils aillent faire leur loi dans leurs contrées lointaines d'où ils sont originaires
- Ici on leur donne tout et ça vient frapper sur nos FDO (force de l'ordre), sur nos enfants, sur nos parents, et ça ose se plaindre quand un des leurs reçoit le juste retour de manivelle.
- On est dans un pays qui a besoin d'un très grand ménage...
- Il faut interdire toutes ces manifestations qui ne servent qu'à incriminer les personnes faisant respecter les lois . Heureusement que deux ou trois lecteurs très minoritaires ont pu s'exprimer « Bravo aux fachos pour leur solidarité: c'est très fort d'arriver à défendre des policiers municipaux qui, face à une personne non violente, l'ont tuée en lui provoquant des fractures au niveau du cou.
- Vous pouvez toujours dire qu'il avait un casier judiciaire, ou même l'accuser d'être toxicomane, peu importe que ce soit vrai ou faux, ce n'est pas la cause de l'étranglement et des fractures qui ont provoqué sa mort ».

11 août

Encore un débat sur C-News où Robert Ménard était l'invité. Il s'agissait de l'émission L'heure des pros animée par Julien Pasquet (en remplacement de Pascal Praud) autour du thème « les agressions des maires ». Bien entendu, Robert Ménard a commencé par se poser en victime, reparlant de son "agression" de 2018 à Saint-André-de-Cubzac (33).

Or, on se souvient qu'il avait été invité à titre privé pour essayer de structurer un mouvement "d'union des droites", qu'il s'était fait chahuter (pas casser la figure comme il le prétend) et qu'il était tombé à terre. Il a effectivement eu 4 jours d'ITT mais pendant son arrêt, on l'a vu danser en accueillant à la mairie de Béziers l'équipe féminine de Volley qui venait de gagner le championnat de France...

Il a aussi perdu un procès contre deux élus socialistes de la région qu'il accusait d'avoir appelé à la violence alors qu'il s'agissait d'un appel à protester contre sa venue. Bref, Robert Ménard, toujours au top dans les mensonges... Cela dit, dans ce « talk show » était également invité Rost (producteur, artiste et président de Banlieues actives) qui lui a répliqué : « Non mais Ménard il faut qu'il arrête de se faire passer pour une victime."

Et d'attaquer sur sa police municipale : « Je vais lui rappeler le nom d'un jeune homme qui s'appelle Mohamed Gabsi. Je pense qu'il y a un moment où il faut aussi avoir un minimum d'humilité et d'arrêter de se faire passer pour une victime", a-t-il clairement revendiqué. «

On va essayer de pas sortir non plus trop du sujet" s'est tout de suite inquiété le présentateur. "C'est exactement ce discours que je dénonce", a commencé Robert Ménard. "Vous pouvez le dénoncer", lui a rétorqué Rost. Et le maire de Béziers, d'enchaîner sur « ces associations qui justifient tout.

Moi, je n'ai pas besoin de soutien psychologique, j'ai juste besoin qu'un certain nombre de voyous aillent en prison". Comme si Rost avait justifié une certaine violence, alors il a répliqué «Mais, je crois que vous avez une affaire aussi ! Vous avez aussi une affaire judiciaire. » et de

conclure sur « J'espère que vous irez aussi en prison !" Julien Pasquet est alors intervenu, une nouvelle fois, en laissant Robert Ménard affirmer que le problème venait surtout « des associations qui trouvaient des excuses à tout le monde et aux délinquants » Bref, cette vision du monde est réellement inquiétante. Imaginons deux secondes, le maire de Béziers, ministre de l'intérieur... 13 août Michel Bousquet, l'ancien colistier de Robert Ménard, (élu le 15 mars dernier) est finalement condamné à 4 mois de prison avec sursis pour ses propos racistes et orduriers envers la député LREM Laetitia Avia.

De plus, il a également été condamné à faire publier à ses frais le jugement dans deux quotidiens, un national et un régional, et d'effectuer, toujours à ses frais, un stage de citoyenneté. L'ex-élu, qui n'était pas présent au tribunal, devra en outre payer 8 000 euros de dommages et intérêts aux associations anti-racistes (Licra et SOS Racisme) pour avoir écrit sur sa page Facebook « Elle s'exprime comme une merde, dont elle a la couleur ! Comment on peut foutre ça, ministre ? Mystère !" Évidemment, devant le tribunal, le 16 juillet, il avait assuré ne pas être raciste, seulement un peu « maladroit... Mais quand je l'ai écrit, je vivais une phase difficile de ma vie. Je sortais d'une anesthésie.

Je n'ai fait que répondre à une amie. Mon intention n'était pas de m'attaquer à sa couleur, mais à son texte de loi. » Ben voyons, il ne voit même pas que c'est de la haine raciale.

14-16 août

Mini Féria à Béziers... Cela commence le 14 avec le match de rugby (Béziers contre Toulouse. Ce dernier l'emporte aisément (43 à 21). Il y avait à peine 3500 spectateurs dans le stade Raoul Barrière car celui-ci avait été boycotté par les 3 clubs de supporters de la ville qui veulent notamment des changements à la tête des actionnaires et des vice-présidents du club....

Le lendemain, il y a eu la messe de l'Assomption à la Cathédrale de St Nazaire avec masque obligatoire, une présentation des cercles Taurins de la ville avec la présence de Mr et Mme Ménard (sans masque) mais aussi avec Michel Bousquet (l'ancien président), lui aussi sans masque. Pendant ce temps-là, à l'initiative du Colbac (comité de liaison biterrois pour l'abolition de la corrida) une manifestation de 200 personnes s'est déroulée dans les rues de Béziers.

Ils ont rencontré le maire et son épouse sur le parvis du théâtre pour un débat plutôt houleux. Coïncidence, juste à côté du Théâtre, des personnes attablées sur les Allées hurlaient "On aime la gardienne de taureau ». La présidente, Sophie MaffreBaugé qui avait demandé à ses troupes de garder leur sang-froid, a alors lu une lettre ouverte à l'édile, lui demandant notamment "d'utiliser le pouvoir qui est entre vos mains pour ne plus autoriser les corridas à Béziers".

Robert Ménard a ensuite pris la parole mais n'a pu aller au bout de son discours, invectivé et sifflé par certains manifestants. Ces discussions étant à sens unique entre un maire expliquant que la tauromachie fait partie intégrante de la culture biterroise et des anti-taurins affirmant le contraire. 21 août Il y avait beaucoup de monde sur la promenade à Puissalicon pour assister à une réunion contre le projet d'installation de 4 éoliennes non loin de la ville.

Plusieurs élus étaient présents dont évidemment un Robert Ménard fidèle à ses déclarations très anti-écolo : « il faut mettre une bombe et faire péter toutes ces éoliennes »

Même si le village en question ne fait pas partie de l'Agglo qu'il dirige, Robert Ménard cherche à supplanter le conseiller départemental RN Franck Manogil qui avait déjà commencé à mobiliser les gens contre ce projet, qui est simplement au stade de l'enquête publique. Pour le maire de Béziers, ces éoliennes de 150 mètres de haut dénaturent le paysage avant d'ajouter « Quel pays peut accepter un projet quand tout le monde y est opposé »...

Alors, il prendra une délibération contre cette installation même si le village de Puissalicon ne fait pas partie de son agglomération... (on sent bien, les appétits de grandeur du maire de Béziers). De plus, afin d'utiliser un langage de plus en plus vulgaire à la manière de Trump (qu'il admire), il ajoute sans sourciller « il faut être abruti et vivre à Paris pour imaginer des choses pareilles. Je tiens à mon pays, je tiens à ma ville et à mes paysages. Les écolos qui veulent me donner des leçons de morale, qu'ils aillent se faire foutre ! »

Et, pour encourager encore un peu plus les élus et la population à s'opposer à ce projet, Robert Ménard n'hésite pas à mentir en parlant d'un projet de 30 éoliennes et un début des travaux en septembre. Sauf que le responsable de la société qui doit procéder à ces installations affirme au contraire que « ce projet n'a pas vocation à s'étendre et qu'aucun travaux ne commencera sans autorisation ».

Pour autant, la question sur le choix des ressources énergétiques non polluantes n'a jamais été discutée sur le fond...

21 août

Oradour sur Glane, village de la Haute-Vienne où furent assassinés 642 habitants par les troupes de la Division SS Das Reich le 10 juin 1944, s'est réveillé avec des inscriptions négationnistes : « Village menteur. A quand la vérité. Reynouard a raison... » Or Vincent Reynouard est cet activiste de l'extrême droite fascisante qui a été plusieurs fois condamné pour avoir nié le génocide des juifs pendant la deuxième guerre mondiale...

Juste après ces inscriptions, Robert Ménard s'est fendu d'un tweet « Qu'il y a t'il de plus répugnant qu'un révisionniste ? Je suis indigné par ces tags ignobles qui salissent Oradour sur Glane ». Certes mais, il n'y a pas si longtemps en octobre 2010, le même Robert Ménard figurait parmi les signataires (avec Dieudonné et Alain Soral) d'une pétition contre la loi Gayssot, qui interdit de contester les crimes contre l'humanité commis pendant la 2ème guerre mondiale.

Et comme Vincent Reynouard était à ce moment-là en prison pour avoir contesté l'existence des chambres à gaz, la pétition demandait la libération de l'extrémiste, au nom bien évidemment, de la liberté d'expression... 30 août Tiens, revoilà Elie Aboud et en compagnie de Robert Ménard pour une remise de deux chèques à l'association Cèdre de France que dirige l'ancien député LR de l'Hérault.

Le but est de financer des dispositifs médicaux pour les victimes blessées lors de l'énorme explosion du 4 août à Beyrouth. Pour Robert Ménard "Le Liban est pour moi la petite France. Il pleure ses morts, on ne pouvait pas rester indifférent ». Lorsqu'il s'agit d'autres pays, Syrie, Irak, Liban, Soudan, Yemen, Arménie ou Georgie, le maire de la ville est nettement plus indifférent. Les deux chèques sont d'un montant de 13 500 euros de la part de l'Agglo (ont-ils été discuté au sein du conseil communautaire ? Pas sûr ?) et 8 000 euros pour la ville. Ses dons aideront des Libanais qui n'ont pas de moyens, notamment pour les besoin de prothèses. 31 août

Le conseiller départemental RN Franck Manogil a déposé un recours devant le tribunal administratif de Montpellier pour demander l'annulation d'une subvention de 20 000 euros accordée par le Conseil départemental de l'Hérault à l'association SOS Méditerranée qui avec son bateau participe au sauvetage de migrants en Méditerranée. Pour le conseiller RN « Cette subvention est celle de trop ». C'est une décision idéologique qui signifie que l'Hérault veut encore plus d'immigration » et cela « Ne fait qu'encourager les migrants à prendre des risques... sachant qu'ils seront sauvés par un navire de SOS Méditerranée »

Pour cet élu « les associations de type SOS Méditerranée, permettent finalement à ces passeurs de s'enrichir". Ignoble !! 31 août Ce même jour, une nouvelle affiche, très provocatrice, de la municipalité s'est répandue dans les rues de Béziers « Biterrois Lives Matter » (La vie des Biterrois compte). Il s'agit d'une sorte de réponse au mouvement antiraciste "Black Lives Matter", (La vie des Noirs compte) des États-Unis, sans parler de la vie de Mohamed Gabsi, toujours niée par le maire. Pour un internaute, cette nouvelle campagne de pub abjecte ose « Comparer ce qui se passe aux États-Unis avec Béziers, c'est cracher, encore sur la République et déverser, consciemment, méticuleusement, des litres d'inflammables dans les esprits ». Heureusement que quelques militants de la France insoumise de Béziers ont remplacé le titre de cette affiche par « Mohamed Gabsi Lives Mater ».

5 septembre

2020 Inauguration du Pont Georges Fontès, du nom d'un autre maire de la ville et ancien ministre des Anciens combattants, décédé le 3 mars 2020. En dévoilant la plaque Robert Ménard a insisté sur ce maire « aimé, respecté, ouvert à tout », « ce gaulois réfractaire... qui était libre, pensait par lui-même, sans courber l'échine devant la bien-pensance » et avait un « courage politique ».

Sauf qu'à Béziers, tout le monde sait que ce courage » l'avait amené à passer un accord avec le FN (entre les deux tours des municipales de 1989), ce qui causa pour une bonne part, son échec, battu par Alain Barrau à la tête de la liste de gauche. 6 septembre Le parti de Marine Le Pen a fait sa rentrée, ce week-end à Fréjus, pour resserrer ses troupes.

En grandes difficultés financières, le RN a procédé à des purges au cours de l'été. Elles ont visé les proches de Marion Maréchal, parmi lesquels les euro-députés Nicolas Bay et Gilbert Collard. Pendant ce temps-là, Robert Ménard est devenu omniprésent dans les médias pour dire tout le mal qu'il pense d'une candidature de Marine Le Pen en 2022. Dans le Point, il insiste « Je pense qu'aujourd'hui, elle n'est pas en position de gagner...

Le discours qu'elle tient sur les questions économiques n'est pas en phase avec ce dont notre pays a besoin. J'ai beaucoup de mal à voir les différences entre les programmes du RN et de M. Mélenchon sur les questions économiques et sociales. Il n'y en a quasiment pas ! Or, je pense que la France n'a pas besoin de ce discours un brin racoleur. Par exemple, sur la réforme de la SNCF, même si je serais allé plus loin que lui, Emmanuel Macron a fait de bonnes choses. Et sur les retraites aussi ! ».

Alors, il voit l'avenir comme ça « On peut imaginer une candidature de rupture, avec une personnalité audacieuse. Une candidature d'envie, de souffle, d'ambition, qui sache se mettre à distance des partis politiques, qui mènerait une candidature de liberté, époustouflante, une campagne qui brûle ses vaisseaux... ». Et d'ajouter : « Pour 2022, je veux un candidat mal élevé ! Il y en a marre, des gens bien élevés ! ». Et de préciser sa pensée, (pour ceux qui n'ont pas encore bien compris où il voulait en venir), il ajoute à propos du simple projet des éoliennes à Puissalicon « Mais ils nous cassent les couilles, avec leurs éoliennes ! Ces éoliennes, c'est une pourriture pour les paysages, c'est une pollution ! »...

En fait, au RN, sa façon de dénoncer Marine Le Pen commence à agacer certains « Il a le melon notre ami. Et depuis les municipales, ça ne s'arrange pas vraiment », glisse un cadre RN. A noter que le RN a décidé de présenter son propre candidat, Franck Manogil aux élections sénatoriales, face Joseph Francis, candidat UDI soutenu par Robert Ménard.

7 septembre

Après avoir favorisé un projet local pour le rachat du club de rugby ASBH, puis encensé celui des représentants des Emirats Arabes Unis et encore changé d'avis en déclarant que ce projet « n'était que du vent », Robert Ménard, a assisté à une assemblée générale extraordinaire de ce club pour officialiser Jean-Michel Vidal comme nouveau président du directoire et Mickael Guedj, président du conseil de surveillance.

Cela dit, pour permettre à la ville de devenir actionnaire et avoir la mainmise sur les comptes de l'association, une SCIC (société coopérative d'intérêt collective) s'est créée afin de gérer le club. Coté finance, Joseph Francis (un montpelliérain) a apporté une caution de 1 millions d'euros permettant la validation des comptes par l'état. Le club devra le rembourser plus tard. De son côté, Robert Ménard a confirmé que la ville et l'agglomération allaient verser chacune 200 000 euros au club.

Et ce, avant même que ces structures votent leurs subventions (Pas mal la démocratie selon le maire de la ville) 8 septembre Nouveau rassemblement en mémoire de Mohamed Gabsi, 6 mois après son décès. L'information n'ayant pas suffisamment circulé, une quarantaine de personnes étaient présentes. Pourtant le comité « Justice pour Mohamed » pense qu'il faut maintenir ces actions tous les 8 de chaque mois. Et de souligner que l'on a un accueil plutôt favorable lorsque l'on distribue des tracts. 11 septembre Sur France Info, le maire de Béziers, a abordé la question du séparatisme. « Sur le séparatisme, il faut employer les bons mots.

C'est l'islamisme la question. On a un problème avec les bouddhistes, les taoïstes, les juifs en France ? Evidemment pas, il y a un problème avec l'islam. », c'est comme cela qu'il glisse sans complexe de l'islamisme à l'islam en général. Et de poursuivre dans la stigmatisation « A

chaque fois qu'un commerce maghrébin se met en place, un bistrot par exemple... les femmes n'y rentreront plus jamais parce qu'elles n'ont pas leur place et elles le comprendront en 10 secondes ... le problème, ce n'est pas tant le terrorisme mais une façon d'être dans la ville et de se comporter, qui n'est pas la même ».

Finalement, c'est toute sa vision ethnique qui se répand sur l'antenne lorsqu'il révèle « Je ne supporte pas des femmes voilées dans la ville ». 13 septembre Déjà, autour du 15 août, une croix gammée avait été targuée sur la façade d'une maison du village de Cébezan (à l'ouest de Béziers). Puis, le 28 août, des croix celtiques (symbole du mouvement d'extrême droite Ordre Nouveau) ont été taguées sur le bâtiment du Parti communiste français d'Albi, accompagnées du message « toujours là ». Et maintenant, c'est au tour de la vitrine du local du PCF de Frontignan (à l'est de Sète) de subir le même sort. En effet, c'est dans la nuit du dimanche au lundi, qu'une croix celtique ainsi qu'une potence adressée aux communistes y ont été peintes.

Décidément, des vents mauvais soufflent dans la région. 14 septembre Les 8 maires des communes de l'Agglo Béziers-Méditerranée (sur 17) qui ont été écartés de la vice-présidence par Robert Ménard (Bassan, Coulobres, Espondeilhan, Lignan-sur-Orb, Sauvian, Sérignan, Valras-Plage et Valros), et les deux élus de l'opposition biterroise (Pascal Resplandy et Nicolas Cossanges), ont formé un groupe de vigilance « Ensemble pour le Biterrois », présidé par Florence Taillade première adjointe au maire de Valras. Ces conseillers préparent une campagne d'affichage dans leur commune pour expliquer qu'ils ont été exclus des décisions de l'Agglo, ce qui représente 24000 habitants.

De plus, avant chaque conseil communautaire, le groupe prendra la parole pour dénoncer les « irrégularités » de l'Agglo dirigée par Robert Ménard comme celle sur la subvention de 200 000 € au club de rugby ASBH accordé par l'agglomération « sans discussion, sans concertation et sans vote ». Robert Ménard a expliqué que « ce n'était pas une subvention donc je n'ai pas à le voter ici » car « les 200 000 euros, sont pris sur le budget communication et j'aurai le plaisir de voir bientôt le logo de l'Agglo sur le maillot du club ».

En revanche, au cours de ce conseil communautaire, rapporte le journal La Pieuvre, Robert Ménard a dénoncé les dépenses de l'Agglo prises avant sa nomination, vis à vis notamment de la piscine de Sauvian qui a été inaugurée alors qu'elle n'était pas encore en service. « Vous avez promis qu'elle serait en service en septembre. Ce ne sera pas le cas. Pas même en octobre. Au mieux cela sera le 1er novembre. En tous les cas, cela n'est pas sans conséquence, vu que vous avez engagés des agents, comme des maîtres-nageurs, dont le contrat débute en septembre. Ils vont être payés à ne rien faire, c'est 130 000 euros de salaires pour rien » Sauf que le maire de Sauvian, Bernard Auriol explique « Robert Ménard a encore tout faux.

C'est vrai que la piscine a pris un peu de retard à l'ouverture à cause du Covid. Mais les maîtres-nageurs ont été recrutés en juillet et affectés aux piscines de Béziers et Servian évitant ainsi contrairement aux autres années, d'avoir recours à du personnel saisonnier et supplémentaire pour la période estivale et les Week-ends ». Et le maire de Sauvian, de dénoncer le double discours du nouveau président de l'agglomération « Que penser alors de la mise au placard, depuis deux mois, de plusieurs cadres de qualité qui effectivement sont

payés pour rien, et cela va durer car le nouveau président les ignore ? Porter de fausse accusation n'est pas digne de la fonction de président de l'agglomération ». 15 septembre
Parution du premier numéro du nouveau Journal du Biterrois qui remplace le journal de Béziers...

Oui, c'est toujours le JDB et l'éditorialiste (Robert Ménard lui-même) qui nous prévient « Évidemment, nous n'allons pas nous gêner pour conserver le ton si particulier du JDB, qui fait qu'il est lu, vraiment lu ... Notre JDB fait référence ». Et c'est vrai, dans le genre propagande d'extrême droite, il a raison ! Déjà, autocentré sur Béziers, il sert d'explication aux propos idéologiques du maire. Par exemple, sur le projet de 4 éoliennes de Puissalicon, il publie un montage photo des 4 éoliennes à côté de la Tour Eiffel faisant croire que les éoliennes ont une hauteur de 200 mètres. Et le texte appelle à la « mobilisation du peuple » pour ne pas laisser ce « nouveau délire écolo » qui porte « atteinte à nos beaux paysages » sans, bien entendu, aborder la question de quel type d'énergie nous aurons besoin dans l'avenir pour la planète...

Et le journal n'hésite pas non plus, à mentir ouvertement en affirmant que « Le parc pourrait s'étendre à 80 éoliennes géantes » alors qu'il s'agit seulement d'une consultation sur un projet de 4 éoliennes. En dehors de cet article, il y a toujours le désir mégalomanie du maire de Béziers de comparer, par exemple le cimetière vieux comme « le Père Lachaise occitan » (en référence au célèbre cimetière parisien). Des références religieuses pour parler des vignes ou encore le cliché ethniciste, lors de l'annonce du concert de la chanteuse Ayo à Sérignan (avec ses origines nigérianes). Le journal explique « Ayo, c'est une chanteuse à l'énergie positive, qui rendrait vegan, un lion enragé » (cela doit être de l'humour d'extrême droite).

Enfin l'aspect machiste est toujours présent également car l'horoscope est présenté avec la photo d'une fille plutôt dénudée. Enfin, et c'est là où cela devient très grave pour la démocratie, toute l'opposition (droite et gauche réunie) n'a plus qu'un quart de page pour s'exprimer... Bravo, pour l'ancien défenseur de la « liberté d'expression » au sein de Reporter sans frontière.

16 septembre

Frédéric Lacas (l'ancien président de l'Agglo) dans l'émission Envie à Béziers sur Radio Pays de l'Hérault (RPH) s'exprime lors des changements au sein du Conseil communautaire : « Les décisions de l'agglomération vont se resserrer à une seule personne qui va tout décider... Pour enfumer les gens, il n'y a pas mieux. Par exemple, il a donné 200 000 euros sur le budget communication en échange d'un logo pour l'ASBH. Mais personne n'a eu le bilan financier de ce club. Je pense que l'on va maintenant fonctionner sous le mode autocratique ». Interrogée également, la présidente du groupe d'opposition « Ensemble pour le Biterrois », Florence Taillade, confirme cette orientation « Depuis le 16 juillet, il n'y a eu aucune réunion des maires de l'Agglo...

Il a fallu insister pour en avoir une, mais on ne sait toujours pas quand elle aura lieu. » En fait, il s'agit « d'un fonctionnement autocrate de quelqu'un qui communique pour lui et pas pour le territoire ». Autre information importante divulguée au cours de cette émission, celle sur l'extension de la mutuelle communale de Béziers à toutes les communes de l'Agglo. Il s'agit

bien d'une mutuelle privée et déjà largement présente dans plusieurs villes frontistes. Elle s'appelle « Mut'Com, et elle est une émanation de la société Traditia basée à Bordeaux qui est une boîte de conseil en investissement et en optimisation fiscale dans le domaine de l'assurance, du patrimoine notamment culturel, de la finance et de course de chevaux ! La mutuelle ressemble fort à un produit d'appel pour proposer d'autres offres beaucoup plus rentables à des bourses plus fortunées...

Son directeur général Robert Ottaviani est un ancien cadre du FN qui était aussi très proche des milieux identitaires ». Et la radio de préciser « Il est possible que le soutien de Robert Ménard à cette mutuelle proche des milieux catholiques intégristes participent de cette tentative de recomposition de l'extrême droite dans laquelle les administrés de la communauté de l'agglomération Béziers Méditerranée n'ont pas grand-chose à voir ».

21 septembre

Comme prévu, après que le conseil communautaire (l'Agglo) ait accordé 200 000 euros au club de rugby, le maire de Béziers a fait voter au conseil municipal une nouvelle subvention exceptionnelle de 200 000 euros à ce club. Finalement, ces deux instances, entérinent toutes les décisions du maire d'extrême droite... L'opposant au maire, Christophe Huc a expliqué que « le club de rugby reçoit déjà une subvention annuelle de 900 000 €. Cela représente quatre fois plus que l'ensemble des subventions versées à tous les autres clubs biterrois » et de comptabiliser toutes les subventions que ce club a reçu depuis 6 ans « À cette subvention exceptionnelle, nous devons rajouter celle de l'Agglo, plus la subvention exceptionnelle de 200 000 € votée en avril dernier, celle de 300 000 € de juin 2019, celle de 271 000 € de février 2016. Nous arrivons à total de 7 271 000 € auxquels il faut rajouter les 5 700 000 € de travaux effectués sur le stade Raoul-Barrière. » Et de conclure « Nous ne pouvons pas continuer à engager autant d'argent public sans avoir connaissance des conclusions de l'audit financier ». De son côté, Nicolas Cossange a rappelé qu'en 2019, le maire avait fait la promesse de « présenter les comptes de l'ASBH or à ce jour, les élus et la population biterroise n'ont toujours pas eu accès à ces comptes ». D'ailleurs, il semblerait que le maire souhaite exonérer le club de rugby de la redevance annuelle pour le stade Raoul Barrière et la brasserie Côté vestiaire. Coût du nouveau cadeau près de 60 000 euros... Une chose est certaine, c'est le contribuable qui colmate les brèches à chaque fois.

22 septembre Le journal Mediapart ressort une affaire classée sans suite : la mort de Godefroid Djinekou le 22 septembre 2016 à Béziers après une intervention policière. Quatre ans après les faits, les proches de la victime veulent toujours connaître la vérité. Les faits ont été filmés : vers 4 h 30 du matin, une équipe de la BAC et deux de la police (nationale et municipale) de Béziers interviennent sur la voie publique pour tenter d'appréhender un homme de 46 ans en pleine crise de démence. S'ensuit alors une interpellation musclée qui selon un témoignage montre que « Godefroid est victime d'un plaquage ventral avec genoux sur la colonne vertébrale et clé de bras ».

À 4 h 40, les policiers constatent qu'il avait perdu connaissance en attendant les pompiers. Le médecin du SMUR, après plusieurs tentatives de réanimation, constate le décès à 5 h 30. L'expertise médico-légale réalisée, plus tard, montrait que « la victime souffrait d'une insuffisance coronarienne » et que « la contention physique prolongée au sol en décubitus ventral, et l'exposition à du gaz lacrymogène avaient bien joué un rôle dans sa mort ». Ce que confirment respectivement Aimé et Magloire Djinekou, les deux frères de la victime : « Pour

moi, ils l'ont aidé à mourir » mais pour le procureur de la république de Béziers qui a classé l'affaire, « l'usage nécessaire de cette force était raisonné, proportionné et conforme aux techniques d'interventions professionnelles en vigueur ».

Sauf que « l'usage raisonné » avait bien contribué à tuer. Pour autant, plusieurs irrégularités ont été signalées, par exemple, les témoignages des agents intervenus ce soir-là ne concordent pas. De la même manière, le premier certificat de décès établi était faux, un témoin important a été marginalisé dans le rapport d'enquête et curieusement, les images de vidéo-surveillance sont illisibles ou ont disparu. Comme l'explique l'avocat et la famille « cela en dit long sur la façon dont les violences policières sont traitées par la justice en France... »

La mort de Godefroid Djinekou à Béziers entre les mains de la police rappelle tragiquement celle de Daniel Prude à New York le 23 mars 2020 et surtout celle de Mohamed Gabsi, le 8 avril dernier. Suite à ces révélations, le parquet a annoncé sa décision de réouvrir une information judiciaire. 24 septembre Interviewé sur C News (chaîne de plus en plus complaisante avec l'extrême droite), Robert Ménard stigmatise à son tour, et pour rivaliser avec Marine Le Pen, les mineurs isolés (jeunes migrants).

Il ment honteusement en affirmant sans aucune preuve que selon lui « ils seraient majeurs pour la moitié et délinquants ». Il ajoute que « c'est des mafias qui organisent cela et c'est une source de délinquance phénoménale ». Il ment encore sur un autre chiffre pour dire que « 80 % de demandeurs d'asile viennent pour des raisons économiques » et qu'ils « ne sont pas menacés ». Evidemment, il n'a pas un mot sur Mohamed Gabsi, mais avance encore un chiffre, probablement inventé, en affirmant « Il y a eu 116 policiers municipaux qui ont été blessés en tentant de faire respecter l'ordre dans ma ville ».

Pour finir, Robert Ménard a parlé d'élections et expliqué qu'il allait rencontrer Brigitte Barèges (maire LR de Montauban et ancienne tête de liste de l'UMP en Midi Pyrénées en 2010), sauf que cette rencontre n'a pas été appréciée, ni par le RN, ni par le parti Républicains. Alors, il a asséné son nouveau crédo populiste « Vous savez, nos idées gagneront contre ces 2 partis. Eux, c'est le même sectarisme, la même bêtise, c'est les mêmes nullités, c'est tout ce que l'on déteste... » Et de continuer sur la corde vulgaire « Quand on voit la connerie des uns et des autres, putain, on va les envoyer balader et on va faire autre chose, sans eux ».

A la question sur sa propre candidature à la Présidentielle, il a répondu « Je ne suis pas candidat » mais « On va attendre les régionales » et de désigner, comme par hasard, un candidat qui lui ressemble « Oui, il faut un aventurier de droite qui bouscule ces états-majors. Il faut renverser la table. On est en train de rechercher cette personne-là et je vous garantis que l'on va la trouver car les français n'en peuvent plus du jeu politicien ».

Le soir même, sur France 2 face au premier ministre Jean Castex et comme à son habitude, il a déroulé ses obsessions habituelles : insécurité, immigration avant d'affirmer que « le sous-préfet de l'Hérault lui a expliqué que s'il voulait mettre la police municipale dans tel ou tel quartier pendant le Ramadan, ce serait de la provocation ». Interrogé par la Pieuvre du Midi, le sous-préfet Christian Pouget a répondu « non, évidemment non. On va dire que c'est une confusion de M. Ménard... »

Quant à la Dèvèze, le sous-préfet a expliqué « qu'il y a des soucis dans ce quartier, mais comme partout en France, ce n'est pas plus compliqué ici, qu'ailleurs, ni moins, c'est pareil... »

26 septembre

Autre article intéressant dans Mediapart sur l'association SOS Chrétiens d'Orient car le maire de Béziers organise régulièrement, avec sa franchise locale SOS Maaloula, des spectacles, courses et autres manifestations de soutien à ces deux associations. Le journal explique que « SOS Chrétiens d'Orient a transformé Maaloula comme argument marketing afin d'attirer, volontaires, touristes et hommes politiques. » Six délégations françaises conduites pour la plupart par Thierry Mariani (ex ministre LR, devenu euro-député RN) ont ainsi visité la ville mais « sous couvert d'aide aux chrétiens, l'ONG française finance des organes du régime syrien via des associations pilotées, par la première dame de Syrie, Asma el-Assad.

En fait, dès leur création il y a sept ans, les fondateurs de SOS Chrétiens d'Orient, se sont alliés à une conseillère officieuse du président syrien : la femme d'affaires franco-syrienne Hala Chaoui. A l'époque, c'est le secrétaire de l'association naissante, Olivier Demeocq, qui s'y colle, introduit par Frédéric Chatillon, proche de Marine Le Pen, et condamné en juin dernier pour escroquerie dans le procès du financement du Front national. »

En 2016, l'association déclarait que le président syrien « a beaucoup de défauts, mais aussi des qualités » expliquait Charlotte d'Ornellas, membre du CA de SOS Chrétiens d'Orient, sur la plateforme d'extrême droite, Boulevard Voltaire (des époux Ménard). Mediapart, insiste aussi pour dire que l'association dirigée par Benjamin Blanchard et Charles de Meyer (anciens collaborateurs du maire d'Orange, Jacques Bompard de la Ligue du Sud et ex-FN, bénéficie aussi d'un budget com' démesuré. « De 2014 à 2018, SOS Chrétiens d'Orient a dépensé 9 millions 685 911 euros pour sa communication externe ce qui représente en tout 34,5 % des sommes récoltées pour soi-disant aider les Chrétiens d'Orient. »

Par exemple, on se rappelle que les Biterrois étaient largement sollicités par la ville pour donner des dons lors de l'opération « Sauver la vigne du Christ à Maaloula ». Or malgré un total d'environ 70 000 euros rassemblés, la « vigne du Christ » n'a pas survécu au soleil et au gel... Bref, ce projet n'a pas vraiment atteint son objectif car seulement 2% des pieds de vignes ont été plantés... Merci les contributeurs... 27 septembre Elections sénatoriales.

Dans le département de l'Hérault, il y avait quatorze listes pour quatre places. Un record. Cela dit, cette élection au suffrage universel indirect où seuls les grands électeurs (parlementaires et conseillers régionaux) du département peuvent voter, n'a pas intéressé grand monde. Le PS est arrivé en tête et l'extrême droite n'a eu aucun élu. Le conseiller départemental biterrois Franck Manogil du Rassemblement national est arrivé en huitième position avec seulement 118 voix (4,7%).

Quant à Joseph Francis, l'ami de Robert Ménard, membre de l'UDI, il est arrivé cinquième avec 234 voix (9,4%) et n'a pas été élu. Il semblerait qu'il n'ait pas vraiment bénéficié de toutes les voix biterroises. Ouf ! 28 septembre Sortie du deuxième numéro du Journal du

Biterrois et comme on pouvait s'y attendre, le maire de Béziers, renoue avec ses habitudes de délations publiques (triste référence). Et la désignation du coupable est assez clair.

Même dans l'interrogation du titre du journal « Marchands de sommeil, à qui profite le vivre-ensemble ? On sent que le coupable, l'autre, étranger est tout désigné... Et cela commence avec des photos de gens à peine floutés et un texte ignoble « Mohammed El H. et sa famille sont propriétaires de sept immeubles et d'une vingtaine d'appartements dispersés sur tout Béziers. Ce sont ce qu'on appelle des « marchands de sommeil ».

Leur business est simple ; ils louent leur appartement à des allocataires de la CAF »: et le journal n'est pas à un raccourci près « C'est l'État qui paye, c'est à dire vous et moi et ça fait des années que cela dure... » et de poursuivre sur la dénonciation publique du bouc émissaire idéal version Ménard en désignant deux cafés sur le bas des Allées Paul Riquet, le Bel Canto et le Riquet où sont « installé des terrasses sur le domaine public, sans autorisation de la mairie de Béziers... 312 amendes ont été dressées, mais leur patrons s'en moquent.

Ils se croient manifestement au-dessus des lois de notre pays » dit le nouveau journal de propagande, histoire de souligner qu'ils ne sont pas forcément d'origine française. D'ailleurs, le journal précise que ces deux cafés sont « communautaires » et « on n'a jamais vu une femme consommer un verre ». Répondant à ces affirmations, La gérante du bar affirme dans le Midi Libre, qu'elle n'a jamais reçu le moindre avis d'amendes. « Mon fils avait demandé une attestation d'inscription au registre du commerce avec un justificatif d'assurance » et « j'ai fait une deuxième demande en août, mais sans suite ».

Elle affirme n'avoir jamais reçu de courrier « nous expliquant, pourquoi on interdit notre terrasse, alors que nos voisins, sur le même domaine public, en ont une ». Elle a essayé de joindre le maire, mais n'a jamais eu de réponse. « C'est leur droit de nous refuser une autorisation de terrasse mais qu'ils nous disent pourquoi. Soit ils la donnent, soit ils la refusent mais à tout le monde.

On est dans un pays d'égalité de droit. ». Quant à la clientèle féminine, elle explique « il y a des femmes qui viennent prendre le café ou le thé dans l'après-midi ». Quant à l'autre café visé dans l'article, le « Bel Canto », le gérant raconte : « J'ai acheté le fond de commerce 25 000 euros et je paie ma location chaque mois à l'agence immobilière, pour mon bar et les terrasses... J'ai investi 60 000 euros de travaux pour rénover le café et maintenant je dois m'attaquer au sous-sol ».

Or, le 14 septembre dernier, il a reçu un recommandé de son agence immobilière qui ne veut plus reconduire son bail de 3 ans... C'est pour cela qu'il se dit déterminer à porter plainte. Quant à l'accusation de ne pas servir de femmes, il nie catégoriquement (comme de nombreuses autres personnes). De son côté, l'agence immobilière explique « il y a un climat délétère autour du café et une pétition des riverains a été envoyée au maire pour dénoncer les nuances sonores mais aussi une activité de trafic de drogue ». Et même la police municipale affirme que « l'établissement attire une population peu recommandable de dealers » et que les habitants s'inquiètent car « cela dévalorise leur bien ».

Etrange pour une police municipale de considérer les clients d'un café comme potentiellement en infraction sans constater de délit... Autre dénonciation dans ce journal, celle contre l'ancien président de l'agglomération Frédéric Lacas, encore à propos de la piscine de Sauvian. Selon le journal, il savait que des malfaçons étaient trop importantes pour ouvrir et malgré tout il a inauguré la piscine dans la précipitation alors qu'il savait pertinemment qu'elle ne fonctionnerait pas pendant des mois.

Ce qui a fait, une nouvelle fois bondir, Florence Taillade qui a rétorqué « Robert Ménard en tant que vice-président de l'agglomération, a toujours voté depuis 2015 pour cette piscine...

Et chaque vote était accompagné d'un point sur les travaux et le montant des subventions, alors faire semblant de découvrir la situation et s'en offusquer. De qui se moque-ton ? »

30 septembre

Eric Zemmour, l'ami de Robert Ménard, qui après avoir déjà été condamné pour racisme est désormais visé par une nouvelle enquête pour « provocation à la haine raciale » déposé par le parquet de Paris, au lendemain de propos tenus sur la chaine CNews.

En effet, lors d'un débat sur la question des mineurs isolés, Eric Zemmour, a asséné que « tous les mineurs migrants sont voleurs, assassins et violeurs ». Suite à ses propos ouvertement racistes, le président de Loire-Atlantique Philippe Grosvalet (PS) a décidé lui aussi de porter plainte car explique-t-il contrairement à ce que pense Eric Zemmour, « les mineurs non accompagnés pris en charge par le département de Loire-Atlantique manifestent une forte volonté d'insertion ».

Sept autres départements ont suivi le pas en annonçant également porter plainte contre le chroniqueur : Gers, Haute-Garonne, Landes, Pyrénées-Orientales, Gironde, Finistère et de l'Aude. Par exemple, la présidente du conseil départemental du Finistère, Nathalie Sarrazebolles, a notamment déclaré : « ces propos racistes, tout simplement abjectes, constituent une incitation à la haine et portent atteinte non seulement aux mineurs accueillis, mais à notre République et à nos valeurs, qui fondent la cohésion nationale ». Depuis, c'est une vingtaine de départements qui ont suivi cette démarche.

Dans notre région, il y a la Lozère, l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées Orientales, ont également annoncé vouloir mener l'affaire devant la justice, tout comme le Gers et la Haute-Garonne. La question que l'on doit se poser, en dehors de la nécessaire plainte, c'est comment un homme, plusieurs fois condamné pour racisme, peut encore avoir encore une tribune sur cette chaine qui bafoue régulièrement les principes de notre pays.

1er octobre 2020

Une réunion publique s'est tenue à Montauban (82) en présence de Brigitte Barèges maire LR de la ville et Robert Ménard. Cette réunion a été dénoncée par de nombreux élus et associations de la région, et même par l'ancien 1er adjoint au maire de Montauban, Pierre-

Antoine Lévi, aujourd'hui sénateur centriste. Il s'agit bien d'un début de rapprochement, en vue des prochaines élections et Robert Ménard le revendique de plus en plus clairement : « Je suis un élu populiste, dit-il, même si ce mot déplaît, à un certain nombre de gens.

Cela veut dire que je suis quelqu'un attaché à son pays et à son peuple. ». Pour lui « la droite dans toutes ses différences est d'accord sur 80% des dossiers ». Qu'en est-il de ces idées alors ? C'est simple,

Mme Barèges, membre de l'aile droite des Républicains, a toujours été favorable à des accords avec l'extrême droite. Par exemple, à l'occasion de l'examen de la loi Taubira sur le mariage pour tous, elle a eu cette formule évocatrice « Et pourquoi pas des unions avec des animaux ? Où la polygamie ? ». Elle avait aussi refusé l'inscription d'enfants de parents immigrés à la cantine car ils allaient faire fuir « les montalbanais de souche » et même voulu d'expulser les syndicats de leur local en changeant les serrures.

Heureusement que la justice l'a désavoué... On voit bien là, toutes les porosités qui se trament entre la droite et l'extrême droite en vue des prochaines élections. D'ailleurs, Robert Ménard pose ses jalons « On a des rendez-vous bientôt et il faudra bien se poser la question de l'unité de la droite ». De leur côté les élus communistes et socialistes du Tarn et Garonne et de l'Hérault ont dénoncé ce rapprochement car cela fait longtemps que. « Brigitte Barèges est pleinement d'accord avec l'idéologie ultra-libérale et les idées racistes et homophobes de l'extrême droite ».

5 octobre

Sur le site de Béziers, on a été surpris de voir que la Ville reprenait à son compte la publicité officielle des JO de 2024 « Ici vivent les jeux » comme si les jeux devaient avoir lieu à Béziers. En fait, la communion de la ville est, encore une fois, trompeuse car il s'agit seulement de centres d'entraînement et de préparation (43 villes ont ainsi été retenues en Occitanie).

En fait, il s'agit seulement d'être dans un catalogue d'offres à destination des délégations étrangères, il n'est pas certain que cela se passe à Béziers qui est donc loin d'accueillir les jeux olympiques en 2024.

6 octobre

La députée Emmanuelle Ménard a « retourné à veste » en votant, avec les députés LREM, une loi visant à réintroduire pour 3 ans des néonicotinoïdes dans l'agriculture (insecticides tueurs d'abeilles) après avoir participé à la Fête du Miel, 10 jours plus tôt, pour défendre les apiculteurs.

7 octobre

Finalement, ce sont sept personnes qui seront jugées en correctionnelle dans l'attaque armée d'étudiants grévistes en mars 2018 à la faculté de droit de Montpellier. Parmi elles, l'ancien doyen Philippe Pétel sera jugé pour « complicité » pour avoir aidé le commando d'extrême-droite armé de bâtons de bois et d'un Taser. Même chose pour Patricia

Margand, ancienne directrice de campagne Front national à Sète en 2017. Elle avait expliqué avoir été

contactée, alors qu'elle participait à une conférence de la Manif pour tous contre la PMA, afin de réunir le commando devant le parking de la fac. Cinq autres personnes sont inculpées de « violences volontaires ayant entraîné une incapacité totale de travail n'excédant pas huit jours » dont l'ancien professeur, Jean-Luc Coronel de Boissezon, proche des milieux identitaires, qui vient de retrouver une place « au chaud », en rejoignant l'école de Marion Maréchal.

Il y a aussi,

Thierry Puech (équipé d'un Taser) et Mathieu Rolouis (armé d'une planche de bois), militants du Front national de Sète. Thierry Vincent, de Montpellier (sympathisant de mouvements « patriotes », et du magazine des Ménard Boulevard Voltaire) et Martial Roudier, (Ligue du Midi) déjà condamné à 6 reprises dont la dernière en date, à quatre ans de prison dont deux avec sursis pour avoir poignardé en 2008 un militant antiracistes âgé de 16 ans.

D'où les connections inquiétantes entre l'extrême droite violente et celle qui se veut respectable.

8 octobre

Comme tous les 8 de chaque mois, un rassemblement s'est déroulé devant la police municipale, à l'appel du comité « Justice pour Mohamed ». Près d'une centaine de personnes ont réclamé que la vérité soit établie sur les circonstances de la mort de Mohamed Gabsi, suite à son arrestation par la police municipale. Un cercle de silence a été observé pendant quelques minutes devant une grande affiche « Mohamed Gabsi's life matters ».

9 octobre

En juillet dernier, la mairie de Béziers avait voulu déloger les syndicats de la Bourse du travail pour y installer la police municipale. Tous les syndicats de la Bourse du travail ont fait bloc pour le maintien d'une « Bourse du travail à Béziers dans le centre-ville ». Visiblement, les travaux de réparation et d'entretien du site étant trop onéreux pour le maire, il a envoyé un courrier pour dire qu'il abandonnait son projet « la configuration du bâtiment... et la capacité de stationnement » seraient « inadaptés à court terme. ». Evidemment c'est une satisfaction pour les syndicats.

Surtout, comme le dit Catherine Brusq, secrétaire de l'Union locale CGT, « en ce moment les licenciements pleuvent. On avait autre chose à faire que d'envisager un déménagement. » Cela dit, les organisations syndicales restent vigilantes et demandent la convocation du comité de gestion de la Bourse du travail comme le prévoit la convention signée en 2017 entre les syndicats et la mairie de Béziers.

10 octobre

Les Ménard(s) faisaient partis des rares élus à défiler à la manif pour tous à Toulouse, pour s'opposer au projet de loi sur la Bioéthique et la PMA. Dans une tribune pour Valeurs actuelles, il a expliqué son point de vue, hallucinant « La crevette, le moustique ont des droits ;

l'enfant a seulement celui d'être trucidé au dernier jour de la grossesse... Pour les enfants qui auront évité la mort, la « loi » a déjà réservé une autre surprise : on a flingué papa... Le bébé pourra naître au milieu de deux mamans ou trois qui sait... Le papa n'est plus qu'une option et être père aura la validité et la longévité d'une appli téléchargeable. Entre les écolos qui ne veulent pas avoir de gosse pour diminuer le bilan carbone et les marchands de PMA qui pensent déjà au fric qu'ils vont palper, l'avenir est sombre pour les enfants... L'ère de l'euthanasie parachèvera la grande inversion... ».

12 octobre

Une cinquantaine de policiers se sont rassemblés devant le commissariat de Béziers pour soutenir leurs collègues agressés en région parisienne. Curieusement, ils réclament des sanctions envers les agresseurs (comme si la justice n'existait pas ?) mais ce qui est pire, c'est qu'au cours de ce rassemblement un policier syndicaliste a pris la parole pour dire « Nous en sommes réduits aujourd'hui à ne même plus oser utiliser la force légitime lors d'une interpellation

de crainte que les voyous ne se fassent passer pour des victimes et que nos gestes ne se retournent contre nous ». Phrase qui résonne étrangement à Béziers, où 3 policiers municipaux ont été

entendus par le parquet suite à l'arrestation et le décès de Mohamed Gabsi, en avril dernier.

Quelques jours plus tard, nous avons appris que 17 policiers municipaux étaient contaminés par le virus Covid 19. C'était eux que Ménard avait chargé d'assurer le couvre-feu pendant le confinement pour protéger la population.

15 octobre

Et voilà, on assiste encore à un épisode de rejets des migrants. Dans notre région après St Bauzille-de-Putois, Béziers évidemment, Perpignan, c'est à Portiragues qu'un débat secoue élus et habitants. Les boucs émissaires idéaux sont encore des mineurs isolés (exilés de moins de 18 ans qui ont fui la misère ou la guerre). Tout cela parce qu'un centre d'hébergement pour 30 personnes serait éventuellement installé dans cette commune.

Le conseiller départemental RN Franck Manogil (encore lui) a trouvé une délibération proposée au vote lors du Conseil

Départemental et il l'a diffusé rapidement dans les réseaux sociaux. Il indique « On nous parle de mise à l'abri sanitaire des mineurs et jeunes, confiés à l'aide sociale à l'enfance. S'il s'agit de

mineurs isolés étrangers, alors pourquoi on ne le dit pas clairement ? ». En fait, quelques jours plus tard, on apprenait que le conseil départemental avait finalement retiré la délibération de l'ordre du jour à cause du très grand nombre de travaux à effectuer dans le site envisagé. Le président du Conseil Départemental, Kléber Mesquida, ayant indiqué qu'une autre proposition de location a été faite sur Béziers.

En fait, ce débat sur la place de ces mineurs isolés (qui pour la plupart d'entre eux ont vécu des drames terribles avant d'arriver ici) est symptomatique d'un certain glissement de notre société et ce n'est pas en esquivant les attaques que l'on gagnera

le combat contre ceux qui utilisent les peurs et l'ignorance, voir la haine comme Zemmour, Ménard et autres extrémistes.

On le gagnera en défendant des notions essentielles de notre pays comme la fraternité et la solidarité.

16 octobre

La Pieuvre du Midi a lu le nouveau livre de Ménard « Journal intime de campagne ». L'idée de ce livre, lui est venue lors d'un séjour en Suisse auprès de son ami Oskar Freysinger. Le journal satirique relève que ce dernier est à l'origine de la votation citoyenne contre la construction d'un minaret adoptée avec 57,5% des suffrages. Il était aussi la vedette aux « Assises contre l'immigration » tenue à Paris en 2010, proche également des milieux identitaires et bien entendu un « militant contre le génocide invisible » entendre par là, l'avortement ! Joli parcours !

17 octobre

Alors que la marche nationale des sans papiers pour obtenir leur régularisation et la fermeture des CRA se terminait à Paris, on apprenait avec horreur qu'un enseignant avait été assassiné et décapité, la veille à Conflans-Sainte-Honorine (78) par un jeune russe radicalisé d'origine Tchétchène. Cet acte ignoble, nous a tous sidéré car il a été perpétré par un terroriste islamiste, juste après une campagne de dénonciation publique sur les réseaux sociaux, tout

simplement parce que cet enseignant, Samuel Paty, avait donné un cours sur la liberté de la presse en présentant deux caricatures de Mahomet parues dans CharlieHebdo.

Bien sûr, spontanément des milliers de personnes se sont retrouvées pour dénoncer ce crime (y compris dans le département) et pour témoigner de leur solidarité envers les enseignants. Très vite aussi, la droite « radicale » et l'extrême droite en ont profité pour stigmatiser les étrangers et les demandeurs d'asile car la famille de l'assassin avait le statut de réfugié depuis 2011.

Pour autant, le site antifasciste la Horde signalait quand même qu'un des principaux personnages à avoir relayé la campagne de calomnie contre Samuel Paty, Abdelhakim Sefrioui avait des liens avec la

mouvance négationniste de Dieudonné-Soral et de deux figures du GUD « historique », proches de Marine Le Pen : Frédéric Chatillon, et Axel Loustau (actuellement élu du RN dans les Hauts-de-Seine).

Bref, la haine de l'autre a de multiples visages.

18 octobre

A l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, FSU et Union syndicale solidaires de Béziers, un rassemblement de 300 personnes a eu lieu devant la sous-préfecture, en hommage à Samuel Paty. Des professeurs ont rappelé leur volonté de défendre les valeurs de la démocratie en réaffirmant « Nous voulons continuer à exercer notre métier, en inculquant les savoirs et l'esprit critique à tous les enfants de la République ». Après une minute de silence, d'autres

personnes ont mis en garde les Biterrois « contre les récupérations politiciennes auxquelles on peut s'attendre ».

19 octobre

Comme on pouvait s'y attendre, après le meurtre de Samuel Paty, Eric Zemmour a fait dans l'amalgame entre « terrorisme, islam et immigration » et Marine Le Pen a réaffirmé « Puisque le terrorisme est un acte de guerre, il exige une législation de guerre... il faut réarmer l'Etat, moralement et matériellement. » et pour cela « il faut incarcérer tous les français fiché S et renvoyer les binationaux ». Même le porte-parole des Républicains et sénateur de Vendée, Bruno

Retailleau, n'a pas hésité à employer un vocabulaire guerrier. « Ce qu'attendent les Français de leur République aujourd'hui, ce sont des armes et non des larmes. ».

Dans ce climat malsain, il fallait que Robert Ménard en fasse autant. C'est au cours d'un rassemblement devant le théâtre municipal qu'il a rappelé sa vision du « Grand remplacement » chers aux identitaires. Extraits de son discours « Ils sont des milliers à avoir déclaré la guerre à notre Nation » parce que « Le totalitarisme islamiste impose sa loi, ses règles et ses interdits, jalousement protégé par ceux qui imposent, qui nous imposent, le vivre-ensemble » Ah, bon, on nous impose des amitiés, des liens ?

Même l'éditorialiste du Midi libre du lendemain s'étonnera de la vision guerrière du maire de Béziers « Ainsi donc, le fait que plusieurs communautés culturelles, culturelles, puissent se côtoyer, conduit au terrorisme. En termes d'amalgame, on ne fait guère mieux ».

Mais Robert Ménard n'est pas là pour faire dans la finesse. Pour lui, c'est simple « Le Vivre-ensemble, c'est la tête séparée du corps ? » Au fond, ce jour-là, il a accusé toute la classe politique de n'être pas

assez extrémiste : « J'accuse ceux qui, au nom de la tolérance, cèdent et lâchent sur tout : le voile islamique, les activités non-mixtes, les repas de substitution, les mosquées radicales. J'accuse ces élites qui se compromettent avec le séparatisme qui infeste les rues de nos villes, les terrasses de nos cafés, les commerces communautaires. J'accuse ceux qui laissent la France devenir un enfer, une terre de décapitation ».

Pour finir, sous les applaudissements de ses supporters, par « Cette barbarie ne s'arrêtera pas. Il faut lui déclarer la guerre. Et on ne fait pas la guerre à coups de marches blanches et de pancartes. L'heure n'est plus à l'indignation, l'heure est au combat ».

Curieusement, Thierry Antoine, ancien candidat EELV à la mairie, de Béziers qui avait également appelé à un rassemblement au même endroit et à la même heure a seulement déclaré au Midi Libre : « Dans le discours de Robert Ménard, il manque un mot : laïcité, une des clés pour sortir de cette situation. » !

Cela dit, juste après ce discours guerrier du maire, plusieurs appels à incendier une mosquée de Béziers ont été lancés via les réseaux sociaux. Alors, en tant que pompier-pyromane, Robert Ménard a réagi rapidement en condamnant ces menaces mais pour lui « De tels appels, Dieu merci, ce ne sont pas des Biterrois qui en sont à l'origine ».

Le 20 octobre

Gilles Ettore, le maire d'Agde, a fait du Ménard en reprenant un discours « guerrier ». En effet, en début d'ouverture du conseil municipal, il a pris la parole à propos de l'assassinat de Samuel Paty, pour affirmer « Le temps des paroles est terminé, celui de l'action doit démarrer », sans que l'on sache vraiment, comme le maire de Béziers, ce qu'il peut faire.

Mais il a enfourché les mêmes idées d'amalgame entre terrorisme et immigration « Les réponses apparaissent assez simples, mais aucun gouvernement n'a jamais eu le courage de les prendre : il faut en France une immigration choisie, comme le font le Canada ou les États-Unis. Non seulement on ne choisit pas notre immigration, mais on accueille aussi un peu n'importe qui. Il faut arrêter de soutenir cette générosité à la française, totalement mal placée. Toutes ces allocations données aux gens, on pourrait aussi les leur verser en fonction de leur comportement, face à l'école publique notamment ».

Il est insupportable de voir de jeunes enfants refuser d'aller en cours, à la piscine. Il faut que la France se donne les moyens d'être généreuse, en fonction aussi de l'attitude de ces familles, car c'est forcément les parents qui endoctrinent les enfants. »

Et de reprendre les propos du maire de Béziers « Si ça ne tenait qu'à moi, il n'y aurait aucun signe distinctif religieux sur le domaine public... Je considère que l'islam n'est aujourd'hui pas en adéquation avec les lois de la République. La République ne se monnaie pas, ne se marchande pas. Elle se respecte. ». Finalement c'est comme cela que la porosité entre la droite et l'extrême droite fait son chemin dans le département.

21 octobre

Les commerçants du marché non alimentaire du vendredi expriment leur mécontentement. Déplacés du champ de Mars (centre-ville), sans aucune concertation, à plus de 4 kilomètres du centre (juste à côté du stade Raoul Barrière) en juin dernier, ils en ont marre et l'expriment ouvertement : « Sol en terre battue, vent qui frigorifie et désordonne les étals, absence de cafés, de lieux où se restaurer, de distributeurs de billets, de sanitaires ». Il y a des jours où certains d'entre eux ne rentrent même pas dans leurs frais. Pour Saïd Rachedi « On s'est servi du virus » pour déplacer le marché, sans concertation et « Aujourd'hui, toute la ville est pénalisée, forains comme commerçants du centre-ville ». Pour le maire « L'éloignement du centre-ville a des inconvénients mais il permet d'attirer les populations des villages alentour ».

Pour l'avenir, il envisage un rapatriement de 60 marchands non alimentaire (sur les 200). Mais selon quels critères, quelles modalités ?

22 octobre

Robert Ménard vient de lancer une nouvelle campagne d’affiche « Non au terrorisme islamiste » en reprenant une couverture de Charlie Hebdo de 2006 d’un dessin de Cabu, qui fait dire à Mahomet « C’est dur d’être aimé par des cons ». Sauf que la rédaction de Charlie Hebdo, s’est fendue d’une réponse sur les réseaux sociaux « C’est dur d’être aimé par Robert Ménard et par l’extrême droite.

Charlie Hebdo et Cabu ont toujours combattu l’extrême droite, ils ont même lancé en 1995 une pétition pour demander sa dissolution. Sur la couverture du numéro 712 titré « Mahomet débordé par les intégristes » Charlie Hebdo fait dire au prophète « C’est dur d’être aimé par des cons », parce qu’il vise seulement les intégristes, pas les musulmans. C’est la différence entre Charlie et Robert Ménard. Lire un dessin de presse, ça s’apprend, ça ne se détourne pas. »

25 octobre

Le maire de Béziers était encore invité à la télévision. Cette fois-ci, c’était sur BFMTV et il a, bien sûr, dénoncé l’islamisme radical et fait l’amalgame entre immigration et terrorisme en affirmant que la France était « une pompe aspirante de l’immigration » et qu’il fallait « réduire l’immigration de façon drastique ». Dans le même esprit, il a estimé que « la laïcité est un truc de faux-cul » qui aurait « permis de ne pas parler pendant des années d’islamisme, de la même façon que le séparatisme, ça permet de ne pas parler de l’islamisme ».

Mais surtout, il a déclaré « Il y a des moments, et on vit un de ces moments, où peut-être, il faut savoir réduire ou limiter l’Etat de droit », et de prendre comme exemple « Lorsque le Conseil

constitutionnel dit qu’il est inconstitutionnel de prendre des mesures contre les islamistes condamnés à leur sortie de prison, je me dis, est ce qu’on n’a pas marché sur la tête ? » .

Avant d’attaquer sur nos valeurs « Est-ce qu’au fond, ce qui a fait notre grandeur, la grandeur de ce pays, la déclaration universelle des droits de l’Homme, l’universalisme, ce n’est pas quelque chose aujourd’hui qui sape l’autorité de l’État et qui nous désarme dans cette lutte contre l’islamisme radical ? ».

Au fond, toutes ses prises de position nous révèlent une véritable volonté de remettre en cause nos libertés démocratiques.

28 octobre

La mobilisation contre le permis de démolition-reconstruction de l’îlot Saint-Esprit ne faiblit pas. Il concerne trois immeubles appartenant à la ville, vendus à une société privée, pour être démolis et remplacés par un immeuble contemporain. Mais ce chantier, situé derrière l’église de La Madeleine, classée aux Monuments historiques va pour les opposants, dénaturer les environs de l’église. D’ailleurs, ils constatent « qu’il peut être posé n’importe où en France et qu’il n’a pas été créé pour Béziers et la place de La Madeleine ». C’est pour cette raison que trois associations de la ville, l’Association pour la protection du patrimoine biterrois,

Urgence patrimoine et Béziers patrimoine ont décidé de saisir le tribunal administratif pour s'opposer à ce projet et lancé un financement participatif afin de couvrir une partie des frais que cette démarche entraîne.

28 octobre

Interview de Bernard Auriol, maire de Sauvian dans *La Pieuvre du midi* à propos de l'ambiance dans la nouvelle Agglo dirigée par le maire de Béziers « *Robert Ménard traite les gens avec mépris, il n'a de la considération pour personne, sauf pour lui, voire son épouse... Il faut dire qu'il est entouré de huit vice-présidents qui sont de véritables bras cassés, incompetents. Quand vous voyez qu'il a pris la présidence de l'Office du tourisme, c'est qu'il veut tout centraliser, qu'il n'a confiance en personne. Et puis exclure de ce pôle touristique Sérignan et Valras, il fallait quand même le faire... Cela dit je me rends compte que j'en veux moins à Ménard, qu'aux huit autres suiveurs qui, à une ou deux exceptions près, ont toujours fait semblant. Mais bon, Ménard les tient... par les indemnités.* ». Sur les huit vice-présidents, il dit par exemple de Gérard Abella (maire de Boujan) « *C'est le parfait navigateur, il l'a fait durant toute sa vie professionnelle, il s'adapte à son interlocuteur, tantôt à gauche, tantôt à droite. Quand vous pensez qu'il se dit, fils de réfugiés espagnols, qu'il l'affiche en étendard et qu'il rejoint l'extrême droite... ça laisse songeur...* ». Sur Didier Bresson (maire de Cers) « *C'est un opportuniste... dans le mauvais sens du terme...* » Sur Fabrice Solans (maire de Villeneuve-les-Béziers) « *J'ai bien connu son père, son fils a choisi de rejoindre Robert Ménard alors qu'il avait fait campagne lors des municipales contre le candidat « ménardien ».* Désormais le maire de Béziers, semble être devenu son mentor puisqu'il fait le même type de publicité à Villeneuve. De toute façon, il est tellement heureux d'avoir gagné la mairie que l'on ne peut pas en dire trop de mal... » Sur Bertrand Gelly (maire de Corneihlan) « *Sans odeur, ni saveur, ni même relief* ». Enfin sur Christophe Pastor (maire d'Alignan) « *Qui ? Je ne le connais pas du tout. C'est dire s'il existe.* ».

29 octobre

Encore un nouvel attentat horrible commit cette fois-ci par un jeune Tunisien, arrivé clandestinement en France la veille, via Lampedusa. Visiblement gagné au fascisme islamiste, il a poignardé et tué 3 personnes dans la Basilique Notre-Dame de Nice. La haine, en cette fin d'année, gagne de plus en plus dans notre pays où plusieurs agressions ont été signalées. A Lyon, un homme qui brandissait un couteau a été arrêté à la gare de Lyon-Perrache. A Sartrouville, un père inquiet a appelé la police pour signaler que son fils, radicalisé, voulait « *faire comme à Nice* ». Mais c'est aussi à Montfavet près d'Avignon, où un militant d'extrême droite se réclamant de Génération Identitaire, vêtu d'une doudoune bleu signée « *Défend Europe* », a menacé d'un pistolet automatique 6,35 des commerçants maghrébins en faisant le salut nazi, avant de se faire tuer par la police. Curieusement, ce dernier acte est considéré par de nombreux médias comme celui d'un homme aux troubles psychiatriques... Question : Pourquoi lui et pas les autres ?

30 octobre

Suite aux affiches de Robert Ménard récupérant le dessin de Cabu « *C'est dur d'être aimé par des cons* » et au tweet de mise au point de Charlie Hebdo « *C'est dur d'être aimé par Ménard et l'extrême droite* », la mairie a vite préparé deux nouvelles affiches. La première représente le tableau de Delacroix « *La liberté guidant le peuple* » mais la femme dénudée sur la barricade n'a plus sa tête, juste ce titre « *La République décapitée* ». Evidemment, pour ceux qui n'auraient pas compris, le mot « *décapitée* » est en très gros caractère. Pour bien comprendre la récupération « ménardienne », il suffit de l'entendre dénoncer le journal satirique « *On aurait pu rêver que l'équipe de Charlie se fasse le défenseur de toutes les libertés d'expression... pas seulement de leurs copains et de leurs idées* ». La deuxième affiche, est encore plus provocatrice. Elle représente le Christ en croix avec en surimpression, sur les plaies sanguinolentes, l'inscription « *Attaques au couteau, va-t-on enfin réagir ?* », tout en exigeant « *l'expulsion des islamistes* ». Robert Ménard poursuit donc sa croisade en suggérant que la chrétienté est la seule victime du terrorisme en oubliant volontairement que les victimes les plus nombreuses de ce fascisme islamique sont avant tout les musulmans eux-mêmes. D'ailleurs, on se souvient de son tweet paru le lendemain de l'assassinat de Samuel Paty « *Ils décapitent nos professeurs et nous on va enseigner l'arabe* » désignant ainsi des coupables de culture arabisante alors que l'assassin était d'origine Tchétchène, né à Moscou, parlant plutôt le russe que l'arabe. Ainsi, il alimente une nouvelle guerre de religion actualisée en réclamant sur CNews : « *de prendre des mesures d'expulsion immédiate des fichés S et autres étrangers connus pour fréquenter les milieux islamistes* » et de réclamer en plus, l'ouverture d'un « *Guantanamo à la française pour les terroristes français* ».

31 octobre

Le reconfinement décidé la veille avec l'obligation de fermer tous les commerces dits « non-essentiels » ne passe pas auprès de certains élus. Robert Ménard, comme plus d'une vingtaine de maires en France, a pris un arrêté municipal autorisant tous les commerçants à poursuivre leurs activités « *Je trouve qu'il y a une inégalité totale et absolue à voir des gens interdits de vendre des jouets pour Noël dans leur petite boutique, alors que l'on trouve ces mêmes jouets dans les hypermarchés* ». Effectivement ce deux poids deux mesures est assez troublant mais quid des risques de contagion et surtout du couvre-feu instauré par le même Robert Ménard en mars dernier. Lui qui par exemple, se régalaient de voir le nombre de PV pour non autorisation de sortie ou lié au dépassement de l'horaire. Lui qui a osé afficher un panneau dans les rues de Béziers « *si vous voyez cette affiche, c'est que vous êtes peut-être en infraction* ». Ce retournement en l'espace de quelques mois, ne peut se comprendre que par la volonté de faire parler de lui coûte que coûte et sûrement pas en considérant la santé des habitants. Quitte à faire l'exact contraire de ce qu'il prônait 6 mois plus tôt. A noter que l'ont trouve, parmi les autres maires ayant pris des mesures similaires, des maires de gauche, des

écologistes beaucoup de LR (François Boucher maire de Migennes est le premier à avoir pris un arrêté dans ce sens) mais aussi Louis Aliot (RN) à Perpignan, Brigitte Barèges (LR tendance extrême) à Montauban, Jérôme Palmade (LR et ancien FN) à Pia dans les Pyrénées-Orientales et Olivier Clodong, (Debout la France, remplaçant de Nicolas Dupont-Aignan) à Yerres (Essonne). Cela dit, le préfet de l'Hérault, Jacques Witkowski a déposé le soir même un référé contre la décision de Robert Ménard et confirmé que « *les commerçants décidant de rester ouverts s'exposeraient à une amende de 135 euros augmentée à 1500 euros en cas de récidive* ». Voulant aller au-delà des lois, le maire a assuré que « *la ville de Béziers paiera* » s'il y avait des PV. Cela dit, ce samedi, il n'y avait pas beaucoup de magasins ouverts et encore moins après le passage des policiers. Au final, il y a eu 5 contraventions dressées.

1er novembre

Hommage aux victimes de la Basilique Notre-Dame de Nice, à la sortie de la messe de la Toussaint. L'archiprêtre Bernard Boissezon a remercié « *les témoignages d'amitié et de soutien des communautés religieuses juives ou musulmanes qui nous ont écrit.* » Et il s'est demandé « *Comment se fait-il que l'Homme, l'être humain capable de si grandes choses soit aussi capable de telle cruauté, c'est le mystère du Mal* ». A ces côtés, Robert Ménard et sa femme, la députée Emmanuelle Ménard, de plus en plus potiche en ce moment, a commencé avec ses stigmatisations habituelles sur le « *cancer islamiste qui s'étend... et qui s'empare de notre quotidien* ». Et d'enfoncer son leitmotiv anxiogène « *Les Français ont peur, pas la moindre parcelle de notre terre n'est épargnée, pas même nos églises, nos cathédrales...* » et de dénoncer de nouveau cette « *horreur qui arrive, d'un ennemi qui n'est plus à nos portes mais parmi nous, d'un futur terrible si nous ne nous y opposons pas ensemble* ». Après ce genre de discours doit-on s'étonner que certains passent à l'acte ? D'ailleurs, on sait qu'un homme avait appelé à « *cramer* » la mosquée de Béziers en représailles et que les fidèles musulmans d'une commune de l'Eure avaient reçu un message menaçant de leur faire « *payer pour la mort de Samuel* ». Cela dit, force est de constater que c'est toute l'extrême droite la plus radicale qui s'engagent sur cette voie de la guerre civile. Déjà, le soir du drame à Nice, un tweet de l'Action française qui s'étaient réunis place de la Concorde à Paris pour dénoncer « *cette République corrompue... trop complaisante avec nos ennemis* », expliquait « *Si toi aussi tu refuses de mourir sans te battre, rejoins-nous* ». Même chose sur le site de Jeune nation, où l'on s'interrogeait également pour savoir si l'attentat islamiste de Nice n'est pas le prélude à « *la guerre de libération nationale* ». Enfin, sur la chaîne Telegram lié au mouvement Génération Identitaire de Damien Rieu, collaborateur de l'euro-député RN Philippe Olivier, on pouvait lire ce message glaçant laissé par un anonyme : « *Je suis en train de voir avec un ami si on décide de [se] faire une mosquée. [...] Ça sera pas 2-3 morts.* ». D'autres extrémistes se sont également lâchés sur Instagram, appelant carrément à la croisade « *car Dieu le veut* », ou encore, « *soit ils nous écrasent, soit nous les écrasons* », « *il faut maintenant passer à l'action* », « *si un de mes amis chasseurs a une carabine en trop...* ». Autant de messages diffusés qui appellent à la vengeance contre, finalement, l'ensemble des

musulmans puisque certains n'hésitaient pas à expliquer « *Un musulman radicalisé veut vous assassiner tandis qu'un musulman modéré veut qu'un musulman radicalisé vous assassine.* ». Haine et violence sont bien les traits communs de tous les extrémistes.

2 novembre

Le conseil municipal de Béziers a validé une augmentation de 4,2 millions d'Euros pour les travaux de cheminement doux entre le site des neuf écluses de Fonsérannes et le parvis de la cathédrale de St Nazaire. C'est à dire une augmentation de plus de 60% du budget initial voté en 2017. Bien entendu les élus de l'opposition ont demandé les raisons de cette hausse et là encore les réponses, ont été plutôt évasives du style « *les phases d'études n'étaient pas terminées* » ou encore « *des travaux annexes ont été ajoutés.* » Autre sujet abordé et voté lors de ce conseil municipal : la construction d'un nouveau parking en silo sur la place Charles de Gaulle. Il faut dire que Robert Ménard l'avait largement annoncé sur plusieurs pages dans le journal de propagande de l'Agglo quelques jours plus tôt. Cela veut dire deux choses : premièrement, ce journal est devenu essentiellement un journal de Béziers (les 17 autres villes de l'agglomération apprécieront) et deuxièmement; il sert à présenter les décisions déjà annoncées par Robert Ménard et du coup le conseil municipal devient qu'une chambre d'enregistrement.

4 novembre

La justice a donné raison aux préfets qui s'opposaient aux maires des villes comme Béziers, Perpignan, Montauban... qui voulaient maintenir l'ouverture des commerces, non essentiels, malgré le confinement. Pour le préfet de l'Hérault, Jacques Witkowski, « *Cette affaire n'aurait jamais dû arriver devant un tribunal. Cet arrêté est contraire au droit, le maire de Béziers se place en situation d'abus de pouvoir. Son pouvoir administratif de maire ne lui permet pas d'aller à l'encontre des règles d'une stratégie nationale de lutte sanitaire. A Béziers le taux de contamination dépasse ceux de la moyenne du département... Et en plus il encourage les commerçants à se placer dans l'illégalité. Ça aussi est illégal.* » Surtout que Robert Ménard a dit que la ville allait payer les amendes à leur place. Sauf que le sous-préfet de Béziers, Christian Pouget, avait déjà expliqué que ce n'était pas possible. "*L'argent public ne peut pas être employé n'importe comment. Si les amendes étaient payées par la Ville, le préfet saisirait la Cour de discipline budgétaire et financière. Et cela pourrait être qualifié de délit pénal par le procureur* » avant d'ajouter « *Robert Ménard peut payer les amendes en son nom propre s'il le souhaite.* ». Devant la menace, le maire de Béziers n'a pas insisté. Il a juste proposé d'assurer un service de livraisons mais uniquement pour les commerçants du centre-ville les mercredi et samedi après-midi ...(merci pour les autres).

4 novembre

Ce même jour, on a reparlé de l'ancien colistier de Robert Ménard, Michel Bousquet. On se souvient qu'il avait été condamné à quatre mois de prison avec sursis pour injure raciste envers la députée Lætitia Avia pour avoir dit sur Internet « *Elle s'exprime comme une merde dont elle a la couleur* ». Ce jour-là, loin de se repentir, il a osé écrire à propos de sa condamnation sur la page Internet de l'association Choisir Sauvian, association menée par Jacques Nain, suppléant de la députée Emmanuelle Ménard : « *dans le contexte actuel, je la revendique comme une médaille.* »

7 novembre

Si Ménard a voulu, pour des raisons médiatiques, soutenir les commerçants du centre-ville (et pas les autres) il n'a pas pour autant décidé de procéder au stationnement gratuit. Du coup, les « *prunes* » pleuvent dans le centre-ville.

8 novembre

Dans le Midi Libre, le père Bernard Boissezon, archiprêtre de Béziers, parle de la campagne d'affiche de Robert Ménard avec le Christ supplicié : « *C'est la provocation habituelle de notre maire. Que l'on fasse un lien entre le Christ souffrant sur la croix et les victimes des attentats, c'est bien vu dans la foi chrétienne. Mais le lien avec les expulsions des islamistes, c'est un raccourci... Cela peut connoter une opposition entre le Christianisme et l'Islam* ».